

## **Les chambres médicales en Autriche / par Henri Adler.**

### **Contributors**

Adler, Henri.  
Congrès international de médecine professionnelle et de déontologie 1900 :  
Paris, France)

### **Publication/Creation**

Paris : Masson, 1900.

### **Persistent URL**

<https://wellcomecollection.org/works/t33cvpyh>

### **License and attribution**

This work has been identified as being free of known restrictions under copyright law, including all related and neighbouring rights and is being made available under the Creative Commons, Public Domain Mark.

You can copy, modify, distribute and perform the work, even for commercial purposes, without asking permission.



Wellcome Collection  
183 Euston Road  
London NW1 2BE UK  
T +44 (0)20 7611 8722  
E [library@wellcomecollection.org](mailto:library@wellcomecollection.org)  
<https://wellcomecollection.org>

*I<sup>er</sup> Congrès international  
de Médecine Professionnelle  
et de Déontologie*

Paris, 23-28 Juillet 1900

---

**Les Chambres Médicales  
en Autriche**

PAR

M. le Docteur Henri **ADLER**  
DE VIENNE

---

**PARIS**

**MASSON ET C<sup>ie</sup>, ÉDITEURS**

**LIBRAIRES DE L'ACADÉMIE DE MÉDECINE**

**120, BOULEVARD SAINT-GERMAIN**

---

**1900**

| WELLCOME INSTITUTE<br>LIBRARY |          |
|-------------------------------|----------|
| Coll.                         | weIMOmec |
| Coll.                         | pam      |
| No.                           | W 21     |
|                               | 1900     |
|                               | A23c     |
|                               |          |



22500302339



1<sup>er</sup> CONGRÈS INTERNATIONAL  
DE MÉDECINE PROFESSIONNELLE ET DE DÉONTOLOGIE

PARIS, 1900

---

RAPPORT

DE

M. le docteur Henri ADLER

de Vienne

---

**LES CHAMBRES MÉDICALES  
EN AUTRICHE**

I

Il a fallu les efforts de trois lustres avant que l'on pût obtenir la réalisation de la demande formulée par les médecins d'avoir, à l'instar des avocats et des commerçants, une représentation officielle sous la forme de chambres médicales.

Cette idée qui a pris naissance au sein de quelques réunions de Vienne fut propagée dans toutes les provinces. Il fallait vaincre l'indifférence du monde médical et la divergence d'opinions des confrères. Ce qui n'était pas moins difficile, ce fut de convaincre le gouvernement et les corps législatifs de l'utilité de cette institution.

Dans différents congrès représentant la totalité des médecins, on arriva à la suite de longues discussions à fixer les principes fondamentaux tels qu'ils ont été formulés définitivement au congrès d'Innsbruck (1886) dans les termes suivants :

Des chambres médicales, comme représentations autoritatives et légales des médecins, sont nécessaires pour défendre les intérêts de ces derniers, relever leur position sociale, protéger l'honneur professionnel, assurer l'existence des médecins et de leurs familles, sauvegarder les intérêts sanitaires de la société, faire connaître les besoins

1. Ce rapport figure au programme préliminaire du Congrès sous le titre plus étendu : *Organisation des Chambres médicales; résultats qu'elles donnent dans les divers pays où elles fonctionnent*. M. le docteur H. Adler, de Vienne, inopinément chargé au dernier moment de ce travail, a dû, faute de temps, se limiter à l'étude qu'il présente : *Sur les Chambres médicales en Autriche*.



sanitaires, venir en aide aux autorités, quand il s'agit de créer et de perfectionner des lois spéciales et faciliter l'exécution des mesures sanitaires.

## II

Voici, en abrégé, le contenu de la loi du 22 décembre 1891 sur l'établissement des chambres médicales :

Il sera établi dans les royaumes et pays (de Cisleithanie) représentés au Parlement, des chambres médicales destinées à représenter les médecins.

Tout homme autorisé à exercer la médecine, à l'exception des médecins militaires en activité de service et de ceux qui, en qualité de médecins, remplissent des fonctions auprès des autorités politiques du pays, est soumis aux prescriptions de cette loi, à moins toutefois qu'il ne renonce formellement à la pratique médicale ; il est tenu, en outre, à se faire inscrire dans la chambre médicale du district où il a établi son domicile ; s'il change de domicile, il doit l'annoncer dans la quinzaine qui suit ce changement et satisfaire aux exigences résultant de la compétence des dites chambres.

Les chambres médicales ont à s'occuper de toutes les affaires qui touchent aux intérêts communs des médecins, de la mission, du but, de la dignité et de l'honneur de la profession des médecins, du développement des soins hygiéniques et des institutions sanitaires. Ces chambres ont en outre, dans les cas où le concours de la médecine est indiqué, à tenir des conseils et prendre des résolutions, à entrer en relations d'affaires avec les médecins du district médical ou avec les autres chambres médicales, à adresser des requêtes aux autorités du territoire qu'elles représentent, et, par l'entremise de l'autorité politique sous laquelle elles sont placées, à exposer leurs propositions et leurs desiderata au gouvernement impérial royal.

Les chambres médicales sont tenues, lorsqu'elles y sont invitées par les autorités, à donner leur avis et leur appréciation dans les questions appartenant à leur sphère d'action ; à aider ces autorités dans le règlement des conditions sanitaires, surtout en ce qui concerne la distribution des médecins et les moyens de se procurer les secours médicaux. D'autre part les autorités doivent fournir à ces chambres, lorsque les circonstances s'y prêtent, l'occasion d'exprimer leur opinion dans des affaires en discussion, qui sont de la compétence des chambres médicales.

Chaque chambre médicale se compose d'au moins neuf membres ; la chambre de Vienne compte vingt-neuf membres et autant de sup-



pléants. Sont électeurs et éligibles ceux qui possèdent ces mêmes droits dans leur commune. Les élections ont lieu tous les trois ans. Ceux qui ont dépassé la soixantaine peuvent refuser l'élection.

Le bureau de la chambre composé de quatre à neuf membres est élu parmi les membres de la chambre. Tous les emplois sont des emplois d'honneur.

Le bureau de la chambre remplit en même temps les fonctions d'une *cour d'honneur* dans les querelles personnelles, les réclamations, les plaintes des médecins faisant partie de la chambre, dans toutes les affaires qui ne sont pas de la compétence des autorités établies. C'est au bureau qu'incombe la mission de servir de médiateur dans les différends et les querelles survenant entre médecins d'un même district médical et se rapportant à l'exercice de leur profession. Les médecins sont tenus d'invoquer la médiation de la chambre avant de recourir à la voie des réclamations. Dans les cas où des membres d'une chambre médicale se seraient rendus coupables d'une conduite indigne d'un médecin ou qu'ils auraient manqué à leurs devoirs envers la chambre, la cour d'honneur est autorisée après enquête faite, de rappeler au devoir les dits médecins, de les réprimander, et même, dans les cas graves, de leur infliger des peines disciplinaires prescrites par le règlement sous forme d'amendes jusqu'à la hauteur de 200 florins, ou enfin de les priver de leurs droits électoraux soit temporairement, soit à perpétuité. Avant de prononcer la sentence toute latitude est laissée aux accusés de se disculper, et après avoir reçu un avertissement ou une amende ou avoir été privés de leurs droits électoraux, ils sont libres encore de recourir aux autorités politiques contre la peine qui leur a été infligée. Les amendes sont versées dans la caisse de la chambre.

Le contrôle des chambres médicales et de leur activité est exercé par l'autorité politique provinciale. Cette dernière a le droit, dans le cas où une chambre aurait outrepassé ses attributions ou enfreint les lois ou règlement, d'exiger qu'il y soit porté remède ; ladite autorité peut même, si elle le juge nécessaire, dissoudre une chambre et ordonner de nouvelles élections. Contre la dissolution il peut en être appelé au Ministère de l'intérieur, mais sans effet prorogatif.

### III

Les espérances que les cercles médicaux avaient fondées sur l'établissement des chambres médicales ne se sont pas réalisées jusqu'à présent. Cela provient : 1<sup>o</sup> d'abord de ce que la loi est défectueuse,



attendu qu'elle ne prête pas aux chambres assez de puissance, pour qu'elles puissent exercer une influence décisive sur la condition des médecins.

Le pouvoir disciplinaire de la cour d'honneur est en lui-même, surtout en raison du droit de pourvoi laissé au condamné, beaucoup trop restreint; il est même presque impuissant contre diverses atteintes grossières portées à la dignité professionnelle.

On peut constater, il est vrai, que les chambres médicales exercent en quelque sorte une action pédagogique. La plupart de ces chambres ont élaboré certains règlements professionnels, dont la non-observation entraîne l'intervention de la cour d'honneur, mais qui en général sont mis en pratique par les médecins. Bien que la lutte pour l'existence devienne de jour en jour plus pénible, le grand nombre d'entre eux se montrent pleins de ménagements envers leurs collègues et loyaux dans la concurrence.

2° Les chambres médicales n'exercent presque aucune influence sur le règlement des conditions sanitaires ainsi que sur la répartition des médecins. Ceux-ci ont bien le droit d'envoyer des délégués au conseil de santé provincial, mais ces délégués ne sont appelés que dans certains cas, lorsque le rapporteur dudit conseil le juge opportun.

Les autorités ont le droit, mais non le devoir, de demander l'avis des chambres médicales dans les questions comprises dans la sphère d'action de ces chambres. Or les autorités ne font presque jamais usage de ce droit.

3° Ni les médecins militaires, ni les médecins attachés aux autorités provinciales, tels que les médecins de police et les médecins de district, ne sont astreints, même dans leur pratique privée, ni ne sont soumis aux règlements des chambres médicales.

#### IV

Les chambres médicales fonctionnent depuis trop peu de temps, pour qu'il soit déjà possible de juger de leur valeur et de leur importance pour l'état médical. Si elles n'ont pu obtenir jusqu'ici que des résultats relativement faibles, c'est à l'imperfection de la loi qu'il faut l'attribuer et aussi à ce que le respect dont la médecine jouissait, tant auprès des autorités que du public en général, va constamment en diminuant.

C'est précisément parce que la considération dont jouissent les médecins tend à s'affaiblir qu'il est nécessaire d'en constituer la représentation et d'armer cette dernière d'une autorité vis-à-vis des auto-



rités gouvernementales, provinciales et communales. Il est certain que les conditions des médecins, sans les chambres médicales, seraient encore plus déplorables à tous les points de vue, qu'elles ne le sont actuellement.

Les chambres médicales sont considérées par le public comme une organisation ayant un caractère officiel ; il n'est pas rare qu'il en respecte les prétentions en question d'honoraires. Grâce à leurs constants efforts, on a réussi à frayer le chemin pour une réforme des taxes médico-légales, vraiment dérisoires, et dont l'élévation n'est plus qu'une affaire de temps. La lutte des chambres médicales contre l'invasion toujours croissante des soi-disant médecins naturalistes et empiriques a fini par vaincre l'indifférence des autorités à leur égard. Dans la lutte contre les caisses de secours en cas de maladie, dans lesquelles jusqu'à présent l'intérêt des médecins n'était nullement pris en considération, ces derniers sont du moins reconnus aujourd'hui comme partie intéressée, avec laquelle la législation et les caisses de secours auront à compter désormais. Quant à des résultats durables et importants, on ne peut en attendre des chambres médicales que dans l'avenir, et cela seulement si les médecins sont unis et bien organisés et qu'ils secondent les chambres dans leurs efforts. La chambre médicale de Vienne a pris l'initiative d'une telle organisation ; espérons que cette organisation se réalisera et qu'elle servira d'exemple aux médecins de tous les pays.

La maxime de La Fontaine : « Aide-toi, le ciel t'aidera », a plus de valeur pour les médecins que pour tout autre corps social.


Les chambres médicales de l'Autriche ont fait un pas important dans la voie de leur propre défense, en créant dans leur sein des établissements de secours. Quelques-uns de ces instituts, entre autres celui de la chambre de Vienne, ont déjà recueilli des sommes considérables, bien qu'ils existent depuis peu de temps.

L'exposé détaillé des institutions médicales de bien public fondées par les chambres se trouve au chapitre : « La médecine et les médecins » de la publication publiée à l'occasion de l'Exposition universelle de Paris en 1900 sur les conditions sanitaires en Autriche.





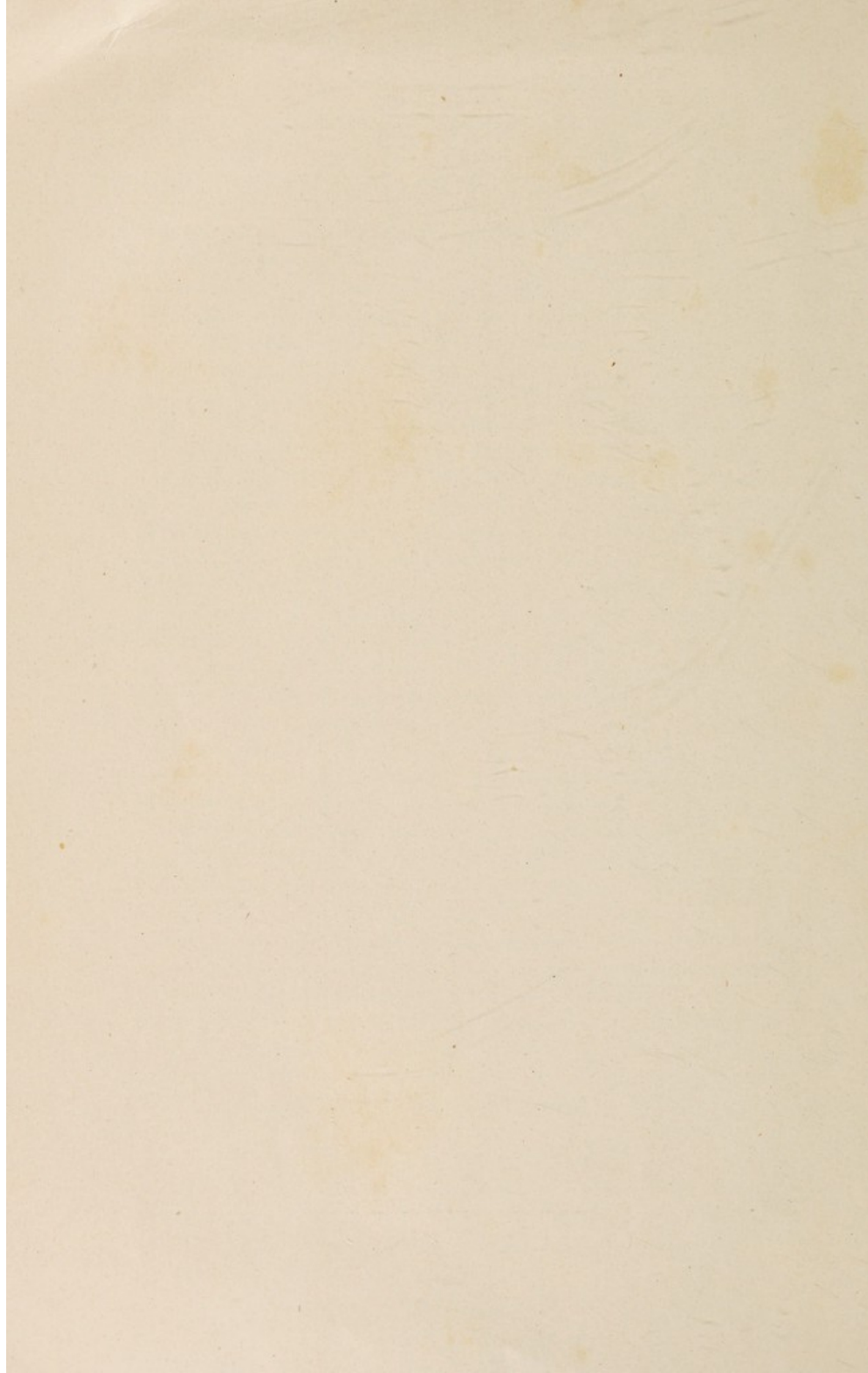




Digitized by the Internet Archive  
in 2018 with funding from  
Wellcome Library

<https://archive.org/details/b30469879>





# MEMORANDUM

DATE: \_\_\_\_\_

TO: \_\_\_\_\_

FROM: \_\_\_\_\_

SUBJECT: \_\_\_\_\_

1. \_\_\_\_\_

2. \_\_\_\_\_

3. \_\_\_\_\_

4. \_\_\_\_\_

5. \_\_\_\_\_

6. \_\_\_\_\_

7. \_\_\_\_\_

8. \_\_\_\_\_

9. \_\_\_\_\_

10. \_\_\_\_\_

11. \_\_\_\_\_

12. \_\_\_\_\_

13. \_\_\_\_\_

14. \_\_\_\_\_

15. \_\_\_\_\_

16. \_\_\_\_\_

17. \_\_\_\_\_

18. \_\_\_\_\_

19. \_\_\_\_\_

20. \_\_\_\_\_

21. \_\_\_\_\_

22. \_\_\_\_\_

23. \_\_\_\_\_

24. \_\_\_\_\_

25. \_\_\_\_\_

26. \_\_\_\_\_

27. \_\_\_\_\_

28. \_\_\_\_\_

29. \_\_\_\_\_

30. \_\_\_\_\_

31. \_\_\_\_\_

32. \_\_\_\_\_

33. \_\_\_\_\_

34. \_\_\_\_\_

35. \_\_\_\_\_

36. \_\_\_\_\_

37. \_\_\_\_\_



## A LA MÊME LIBRAIRIE

**L'Anthropologie.** — Rédacteurs en chef : MM. BOULE, VERNEAU, fondée en 1890, par la réunion des *Matériaux pour l'histoire de l'homme*, *Revue d'anthropologie*, *Revue d'ethnographie*. — Principaux collaborateurs : MM. D'ACY, BOULE, CARTAILHAC, COLLIGNON, DENIKER, HAMY, LALOY, MONTANO, DE NADAILLAC, PIETTE, SALOMON REINACH, ROLAND BONAPARTE, TOPINARD, VERNEAU, VOLKOV. *L'Anthropologie* paraît tous les deux mois, par fascicules de 128 pages, avec planches et figures dans le texte et forme chaque année un vol. grand in-8°. Prix de l'abonnement annuel : Paris, 25 fr. — Départements, 27 fr. — Union postale, 28 fr.

**Atlas de médecine légale,** par AD. LESSER, traduit par le Dr L. HAHN, bibliothécaire à la Faculté de médecine de Paris, avec une préface par M. le professeur BROUARDEL, doyen de la Faculté de médecine de Paris.

*Les Empoisonnements.* 1 vol. in-folio avec 18 planches en couleurs. . . . . 120 fr.

*Les Lésions traumatiques.* 2 vol. in-folio avec 18 planches en couleurs. . . . . 120 fr.

**Précis de médecine judiciaire,** par M. A. LACASSAGNE, professeur à la Faculté de médecine de Lyon. *Deuxième édition.* 1 vol. in-18 diamant, avec 47 figures dans le texte et 4 planches en couleur, cartonné à l'anglaise, tranches rouges. . . . . 7 fr. 50

**Études sur la criminalité,** par J. DALLEMAGNE, professeur de médecine légale à l'Université de Bruxelles. 3 vol. petit in-8° de l'*Encyclopédie des Aide-Mémoire*.

I. — *Les Stigmates anatomiques de la criminalité.* 1 vol. . . . . 2 fr. 50

II. — *Les Stigmates biologiques et sociologiques de la criminalité.* 1 vol. . . . . 2 fr. 50

III. — *Les Théories de la criminalité.* 1 vol. . . . . 2 fr. 50

**La Volonté dans ses rapports avec la responsabilité légale,** par J. DALLEMAGNE, professeur de médecine légale à l'Université de Bruxelles. 1 vol. in-8° de l'*Encyclopédie des Aide-Mémoire*. . . . . 2 fr. 50

**Physiologie de la volonté,** par J. DALLEMAGNE, professeur de médecine légale à l'Université de Bruxelles. 1 vol. petit in-8° de l'*Encyclopédie des Aide-Mémoire*. . . . . 2 fr. 50

**Pathologie de la volonté,** par J. DALLEMAGNE, professeur de médecine légale à l'Université de Bruxelles. 1 vol. petit in-8° de l'*Encyclopédie des Aide-Mémoire*. . . . . 2 fr. 50

**De la Responsabilité criminelle,** par le Dr CABADÉ. Paris, 1892. 1 volume in-18. . . . . 3 fr. 50

**Médecine légale militaire,** par les Drs DU CAZAL et CATRIN, professeurs au Val-de-Grâce. 1 vol. petit in-8° de l'*Encyclopédie des Aide-Mémoire*. . . . . 2 fr. 50

**La Nouvelle Législation médicale.** — Commentaire et texte de la loi du 30 novembre 1892, sur l'exercice de la médecine, et des lois, décrets et règlements s'y rattachant. (Docteurs, officiers de santé, dentistes; sages-femmes, étudiants français et étrangers), par A. LECHOPÉ, avocat à la Cour de Paris, et le Dr FLOQUET, médecin du Palais de Justice de Paris. 1 vol. in-18, avec préface de M. le Dr CORNIL. . . . . 4 fr. 50

**Code pratique des honoraires médicaux,** par le Dr CH. FLOQUET, licencié en droit, médecin en chef du Palais de Justice et du Tribunal de commerce, membre de la Société de médecine légale de France, avec une préface de M. BROUARDEL, doyen de la Faculté de médecine de Paris. 2 vol. petit in-8°. . . . . 10 fr.

**Manuel pratique de jurisprudence médicale.** Ouvrage résumant la jurisprudence professionnelle, les textes de lois et les règlements utiles à tous ceux qui pratiquent l'art de guérir, par L. GUERRIER et ROTUREAU, avocats à la Cour d'appel de Paris, avec préface et introduction par M. le Dr ROGER, président de l'Association générale des médecins de France, et M. le Professeur BROUARDEL, doyen de la Faculté de médecine de Paris. 1 vol. in-18. . . . . 5 fr.

**Le vade-mecum du médecin expert** par le Dr A. LACASSAGNE. *Deuxième édition.* 1 vol. in-32 de 324 pages, avec figures, planches et schémas. . . . . 6 fr.